



Le printemps syrien au prisme de ses prédécesseurs

François Burgat

► To cite this version:

| François Burgat. Le printemps syrien au prisme de ses prédécesseurs. 2011. halshs-00758608

HAL Id: halshs-00758608

<https://shs.hal.science/halshs-00758608>

Preprint submitted on 29 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François BURGAT (CNRS-Ifpo)

Le printemps syrien au prisme de ses prédécesseurs

A paraître in UN PRINTEMPS ARABE ? Géopolitiques de Brest-Presses de l'Université de Rennes (Réseau des Universités de l'Atlantique), 2013

UN REGIME AUTORITAIRE ET CLIENTÉLISTE....

Le socle partagé des printemps tunisien, égyptien ou libyen est d'abord l'usure du régime, due sans surprise à sa longévité extrême ; ce sont ensuite toutes les expressions de l'autoritarisme et du clientélisme qui s'y sont développées, sur le terreau des profondes carences de l'État de droit. La liberté d'expression est, en Syrie tout particulièrement limitée, autant qu'hier en Libye ou en Tunisie, les lanternes rouges de la région. Elle est de toute évidence très inférieure à ce qu'elle est en Algérie, la division des clans au pouvoir donnant parfois, jusqu'à aujourd'hui, l'illusion d'un espace de débat pluraliste, au Yémen ou en Égypte, où le régime avait abandonné la velléité de contrôler la totalité de l'espace médiatique. Facebook était interdit en Syrie jusqu'en mars 2011, avant d'être paradoxalement autorisé. Le pouvoir espérait ainsi, tout en se dotant d'un redoutable instrument d'identification des contestataires, démontrer la sérénité dont il cherchait à se prévaloir.

Dans la Syrie de mars 2011, on peut emprisonner, torturer et même faire disparaître sans aucune contrainte légale et avec un très faible coût politique. La loi d'exception est en vigueur sans discontinuer depuis mars 1963. Sa levée début avril 2011 ne changera rien : les arrestations arbitraires resteront la règle.

À l'instar de la Tunisie de Ben Ali, de l'Égypte de Moubarak ou de la Libye de Kadhafi, le régime syrien gouverne au nom d'une légitimité qu'il dit populaire et révolutionnaire, mais qui le place en réalité hors de portée de tout contrôle, qu'il soit électoral ou juridictionnel. Il est en tout état de cause le seul habilité à définir les exigences supérieures de la révolution ou celles, envahissantes, de la résistance nationaliste à l'État hébreu et les entorses qu'elles sont supposées justifier aux droits individuels et collectifs les plus élémentaires.

Spécificité syrienne, en revanche, ce régime est à la fois issu de/et étroitement identifié à une minorité religieuse, les Alaouites, une expression très minoritaire du chiisme (Paoli 2010 - Zisser 1999). Cette minorité est très déconsidérée aussi bien d'un point de vue religieux que social par la bourgeoisie sunnite à qui elle a longtemps fourni sa main-d'œuvre domestique. Autre différence essentielle avec la configuration tunisienne ou égyptienne, où l'armée a joué le rôle essentiel que l'on sait : en Syrie, l'ancrage de l'encadrement militaire est très spécifiquement lié à la communauté alaouite qu'Hafez al-Assad a utilisée pour verrouiller son pouvoir, initiant ainsi – sous la bannière de “la laïcité syrienne” – un pernicieux processus de confessionnalisation portant en germe les tensions présentes.

Même si l'absence de toute expression oppositionnelle n'implique pas que la violence répressive soit le seul mode d'action du régime, comme ce fut le cas en Tunisie et en Égypte, les

performances de l'appareil de répression priment quoi qu'il en soit sur celles des institutions de représentation. Derrière ou plutôt au-dessus des appareils gouvernemental et parlementaire, et la fiction de représentation populaire qu'ils entretiennent, c'est, tout comme le Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS, ex-Sécurité militaire) dans le cas de l'Algérie, un dispositif policier qui domine, avec ses structures para-institutionnelles, ses règles de fonctionnement s'abstrayant de toute légalité et une culture propre de l'impunité. De la Sûreté générale ou intérieure à la Sécurité militaire en passant par toutes les officines du renseignement, cinq appareils policiers, parfois concurrents (ils l'ont sans doute été dans la phase d'instauration du pouvoir de Bachar à la mort de son père) mais le plus souvent complémentaires, constituent le véritable socle du pouvoir. Ils sont aidés chaque fois que nécessaire par des milices musclées, les "*Chabiha*", recrutées au sortir des prisons pour certains, au sein de la fonction publique pour d'autres, parmi la communauté alaouite en particulier.

Un ouvrage à peine romancé (Kheleifi 2007) permet de se faire une idée des méthodes banalement mobilisées à partir des années 1980 contre ceux qui transgressaient la règle ou étaient accusés de le faire. Ces procédés sont restés jusqu'à ce jour gravés dans la conscience des opposants potentiels qui savent le coût qu'ils doivent être prêts à payer, si pacifique soit leur démarche. Cette particularité doit être présente à l'esprit de ceux qui se sont étonnés, longtemps à juste titre, des limites, notamment à Damas et Alep, de la mobilisation protestataire. La structure et les pratiques de ce système policier n'ont que peu évolué depuis le début des années 1970.

Le titulaire nominal du pouvoir a certes changé en 2000 mais seulement dans les limites de la filière héréditaire d'une « monarchie républicaine » qui a transféré le pouvoir d'Hafez al-Assad à son fils Bachar. Au milieu des années 2000, les promesses de libéralisation politique de ce qui s'est déjà appelé le « printemps de Damas » ont été fugitives. L'échiquier politique tout entier, de la gauche aux Frères musulmans, dans une configuration qui n'est pas sans rappeler celle que les opposants algériens avaient inaugurée en signant, en 1995, le pacte de Sant'Egidio, a eu toutefois le temps de montrer sa capacité à adopter un code de cohabitation très prometteur qui pourrait demain retrouver toute son actualité. Au sommet de l'État, les transformations n'ont été que minimales. La « Première dame » s'est constituée, au détriment de certains ministères, une sphère réservée sur les terres de l'action culturelle et caritative.

La formule politique qui a traversé le temps est donc demeurée caractérisée par la soumission des appareils parlementaire et gouvernemental à un parti Baath hégémonique à défaut d'être formellement unique. En effet, le Baath lui-même est soumis à un appareil policier multiforme et omniprésent, dont le leadership comme les troupes de choc étaient/sont ?? issus de façon privilégiée de la communauté alaouite. Les agents de la voirie municipale, principalement recrutés parmi ses membres, ne sont pas seulement chargés de l'hygiène publique. Ils sont également les rouages d'un tentaculaire système de surveillance et de délation. Et, depuis mars 2011, chaque vendredi, entassés dans des bus publics pré-positionnés à proximité des mosquées de Damas, ils fournissent instantanément des contingents de contre-manifestants matraqueurs prêts à disperser violemment les opposants tout en chantant les louanges du président Bachar.

Les « Chabiha » sont indistinctement utilisés pour mener à bien les basses œuvres de l'action politique : effrayer les autres communautés, collectivement ou individuellement, monter des contre-manifestations sans impliquer trop visiblement les agents de la force d'État. Là encore, il est tentant de faire le parallèle avec ce que furent les « Groupes islamiques de l'armée » comme les nommèrent progressivement les observateurs les moins « désinformés », par lesquels le régime algérien réussissait à la fois à frapper ses opposants tout en les discréditant aux yeux de l'opinion publique étrangère - alors plus particulièrement crédule - en leur faisant porter la responsabilité de la violence dont ils étaient en réalité les principales victimes. Le pouvoir syrien

frappe aujourd'hui ses opposants avec des « bandes armées jihadistes » dont tout permet de penser qu'elles sont issues des rangs de ses services et de ses affidés [1].

Sans surprise, ce sont donc les actes commis par tous ces acteurs quotidiens de la répression (comme en Tunisie ou en Égypte d'ailleurs, où les commissariats ont brûlé avant les symboles politiques du pouvoir) qui ont provoqué les premières manifestations. L'un des tous premiers incidents à avoir été rapporté, survenu le 19 février au cœur de la vieille ville de Damas, aurait résulté des insultes adressées par un policier au fils de l'un des commerçants du grand souk Hamidiyé. À Deraa, ce sont les ongles arrachés aux adolescents accusés d'avoir tagué quelques slogans importés des printemps télévisés (le désormais universel « le peuple veut la chute du régime », souvent remplacé ensuite par « le peuple veut l'exécution de Bachar ») qui ont donné la tonalité du printemps syrien. Les pères, venus s'enquérir du sort de leur progéniture, s'entendirent conseiller « Faites d'autres enfants ! Si vous ne savez pas faire, amenez-nous vos épouses et on s'en chargera ». La révolte fondatrice du printemps syrien n'a pas été le résultat d'une mobilisation initiée par une organisation politique et, dans ce cas précis, même les réseaux sociaux n'y ont pas joué de rôle décisif : elle est bien née de la réaction spontanée de la population, toutes origines confondues, face à un débordement de cette brutalité policière, piétinant tous les codes sociaux, qui est la marque de fabrique du régime.

Le troisième contentieux des Syriens avec leur régime résulte de ses pratiques clientélistes. Elles se sont traduites par la mainmise d'un groupe restreint (où la famille et la belle-famille du Président sont sur-représentées) sur les dividendes de l'ouverture économique intervenue au milieu des années 2000. Même si les records détenus par la belle-famille du président tunisien Ben Ali ne semblent pas avoir été égalés par Rami Ben Makhoul, le cousin du président Bachar, le « syndrome Trabelsi » fait donc bien partie, sur fond d'une paupérisation des classes moyennes accélérée par le désengagement de l'Etat, de la recette du désenchantement syrien et de la révolte qui s'est déclenchée au mois de mars 2011.

... BIEN MOINS AFFAIBLI ET ISOLE QUE SES HOMOLOGUES TUNISIEN, EGYPTIEN OU LIBYEN...

À l'inverse, le régime baathiste était à certains égards moins démuné que ses homologues tunisien ou égyptien pour affronter la contestation et bien moins isolé internationalement que son allié libyen du « front du refus ». C'est une autre différence substantielle avec, notamment, l'équation tunisienne. Le désaveu de la personne de Ben Ali était quasi général, aussi bien à l'intérieur que, fut-ce plus hypocritement, parmi ses partenaires et sponsors européens. Il n'en était rien en Syrie où, lors du lancement de la révolte, face au front de ses opposants de tous bords (élites urbaines lassées du verrouillage politique, couches moyennes paupérisées et humiliées par les méthodes policières, religieux sunnites heurtés dans leurs convictions, téléspectateurs de tous bords de la magie des printemps tunisien et égyptien) Bachar, à l'intérieur comme sur la scène diplomatique régionale ou internationale, était loin d'être si isolé que cela.

Sur la scène internationale d'abord, au sortir d'une longue période d'isolation (Picard 2005), il était, depuis son entrée fracassante – via l'Union méditerranéenne – dans les cercles de la diplomatie européenne puis occidentale (?), en pleine « ascension sociale ». À partir de mai 2008, les ministres français ou européens se bouscuaient en effet à Damas. Bon nombre d'intellectuels ou de journalistes acceptaient de minimiser alors en quelque sorte la longue série d'assassinats de leurs collègues libanais (Gresh, 2008). Bachar al-Assad jouissait ainsi, intuitu personae, d'une image infiniment plus positive que celle de Kadhafi – qui avait pourtant fait lui aussi son entrée en 2003 sur la scène diplomatique légitime. Bachar al-Assad séduisait au contraire un par un ses interlocuteurs occidentaux par le réalisme de sa communication politique – peaufinée par l'ancien

ministre libanais Michel Samaha - sa maîtrise des dossiers et ses convictions modernistes notamment sur la vigueur de son « oeucuménisme laïque ».

Sur la scène intérieure, le désaveu populaire était loin d'être aussi manifeste que dans le cas de la Tunisie car le régime avait de longue date réussi à jouer de la diversité ethno-confessionnelle de la société. Même s'il existe de courageuses exceptions à la règle, on peut estimer qu'il avait réussi ainsi à mobiliser/mobilisait le soutien d'une majorité de sa communauté (alaouite, environ 10% de la population) d'où sont issus les membres du premier cercle de son emprise politique et sécuritaire. Ne serait-ce que de façon réactive, il obtient très vite le soutien d'une majorité des communautés chrétiennes. Traditionnellement inquiètes devant tout changement révolutionnaire en général, les Églises vont se montrer durablement plus réservées encore face à l'hypothèse d'un rééquilibrage qui s'opérerait au profit de la majorité sunnite, supprimant le "cordon sanitaire" de la minorité alaouite gouvernante. Plusieurs ecclésiastiques de haut rang prennent le parti d'assimiler publiquement, sans trop de nuances, ni il est vrai de sens politique, les sunnites aux Frères musulmans et ces derniers, contre toute évidence, aux auteurs, 30 ans plus tôt à Hama, d'un soulèvement dont le lexique n'avait pas toujours évité les raccourcis de la stigmatisation sectaire. Même si, là encore, des exceptions militantes existent, le soutien au pouvoir ou seulement la réticence à l'égard de l'opposition vont donc demeurer longtemps la règle au sein des différentes communautés chrétiennes (soit entre 8 et 10 % de la population). Les Druzes (une autre minorité musulmane chiite d'environ 10% de la population; Roussel 2011) ne vont pas être non plus explicitement associés à la mobilisation, même si ils lui fournissent quelques individualités actives. Après avoir été successivement des obstacles de fait à la volonté nationaliste baathiste de promouvoir l'hégémonie de la référence arabe puis, à l'opposé, une minorité devenue précieuse pour former une alliance contre la majorité arabo-sunnite, les Kurdes (sunnites) étaient pour leur part, redevenus aux yeux du régime, depuis le début du conflit irakien et le spectre d'un Kurdistan autonome, les cibles d'une surveillance vigilante et répressive qui s'était traduite par les émeutes de 2004 dans la ville de Kamishli. Le régime va tenter sans réel succès de se concilier les Kurdes par plusieurs mesures sélectives, dont la célébration plus officielle que par le passé de la fête du Noruz et, plus significativement, par l'attribution de la nationalité syrienne à plusieurs milliers de citoyens longtemps demeurés apatrides. Divisés, les Kurdes vont majoritairement "trainer les pieds" pour rejoindre une rébellion dont ils considèrent qu'elle n'est pas la leur. Puis ils vont progressivement afficher une stratégie ouvertement autonomiste, aussi bien à l'égard du régime que de son opposition armée, l'Armée Syrienne Libre (ALS) notamment.

Last but not least, on peut esquisser l'hypothèse que l'OPA lancée par le successeur d'Hafez al-Assad en direction d'une partie au moins de la bourgeoisie d'affaires sunnite urbaine avait réussi. Alors que ce possible succès est aujourd'hui sur le point d'appartenir au passé, tant la réputation du Président semble avoir régressé dans cette catégorie de la société, il contribue à expliquer (avec l'exceptionnelle importance des méthodes sécuritaires préventives, y compris à Alep où furent opérées des centaines d'arrestations) qu'un calme - relatif - se soit longtemps maintenu dans les deux principales métropoles du pays. Et le fait qu'à la différence de l'Égypte et, dans une certaine mesure, de la Tunisie, la révolte soit venue des villes moyennes et non des deux "capitales", politique et économique.

Il est vraisemblable enfin que le régime bénéficie, depuis l'internationalisation de la crise, d'un soutien réactif. Une partie au moins de l'opinion, propagande gouvernementale aidant, a pu être déconcertée par la volte-face européenne et par la dimension éminemment sélective de ce qui ressemble parfois effectivement à un certain acharnement occidental anti-"syrien". Sur ce terrain, un vieux réflexe nationaliste contribue de toute évidence à conforter le discours de discrédit des

opposants, que le régime n'a pas trop de peine à accuser de n'être que les alliés objectifs des ennemis de toujours.

Sur le terrain du conflit israélo-arabe, la comparaison entre le régime de Bachar et celui de Moubarak suggérait en effet une image sans doute simplificatrice mais néanmoins relativement justifiée. L'Égypte de Moubarak bloquait devant Gaza les convois humanitaires qu'y envoyait la Syrie de Bachar. Le régime syrien a manifestement conservé - plus encore à l'étranger qu'à l'intérieur - des ressources nationalistes bien plus substantielles que ses voisins égyptien ou jordanien, dont les velléités de résistance avaient de longue date cédé sous les pressions américano-israéliennes.

La plupart des opposants syriens contestent aujourd'hui avec virulence cette lecture et le bienfondé des vertus nationalistes dont se pare, il est vrai sans mesure, le régime de Damas, pour justifier ses abus autocratiques. Ils dénoncent au contraire la passivité relative du régime, tout particulièrement sur le front du Golan où le calme a régné depuis 1973. L'armée de Damas est souvent accusée d'être une "Jaich amnî", une "armée de barbouzes" (Zenobie 2011) plus prompt à défendre le régime en réprimant la population qu'à maintenir une quelconque pression contre l'occupant israélien. « Depuis 1963 », ironisent les bloggers de l'opposition sur Facebook, « le Baath a tué 56 531 citoyens syriens et seulement 632 Israéliens ». Ou encore, « Depuis 1979, Israël a tué 476 enfants syriens de moins de 15 ans alors que le régime baathiste en a tué 1 471 », etc. De fait, la frontière du Golan ne s'est significativement « réchauffée », au printemps 2011 (des manifestations ayant été autorisées à s'approcher de la ligne de démarcation), que pour la première fois depuis 1973 et dans le but évident de redorer un blason nationaliste quelque peu terni. L'attitude de Damas ne saurait pour autant être assimilée à celle du Caire et moins encore à celle d'Amman. Si les blindés syriens n'ont effectivement jamais tenté de reconquérir le Golan, tenant réalistement compte d'un rapport de forces qui leur était parfaitement défavorable, le soutien accordé au Hamas et au Hezbollah, notamment lors de la guerre de juillet 2006, n'a pas été depuis vingt ans seulement verbal.

...FACE A UNE OPPOSITION EN MAL D'UNITE...

L'une des caractéristiques communes de la révolte syrienne avec ses homologues arabes – et qui en fait à la fois sa force et sa faiblesse – est qu'elle n'a pas été initiée par des formations partisans institutionnalisées de telles organisations n'ayant jamais pu prendre pied dans le paysage de l'autoritarisme ambiant. Les scrutins tunisiens et égyptiens ont bien montré que le fait que les oppositions traditionnelles aient pris le train en marche n'impliquait aucunement que, plus ou moins transformées par les exigences de l'heure, elles aient disparu du paysage politique. De Mouammar Kadhafi à Bachar al-Assad, tous les régimes autoritaires ont pour caractéristique de ne pas laisser émerger de leadership alternatif. Lorsqu'éclate la révolte, l'opposition syrienne, à l'intérieur comme en exil, est donc très peu structurée. Les Frères musulmans n'échappent pas à la règle, la mouvance associative sunnite ayant fait l'objet de la part du pouvoir d'une vigilance entraine ou répressive toute particulière (Pierret, 2011, 2012). L'émiettement de l'opposition n'est en fait que le reflet des performances du régime dans le travail d'atomisation du corps social mené pendant de longues décennies.

À l'automne 2012, même à l'extérieur, aucune grande figure de rassembleur n'est parvenue à s'imposer. Longtemps, le Conseil National Syrien (CNS) a donné l'impression que l'essentiel de son énergie était déployée à partager entre ses multiples composantes un pouvoir dont personne ne convenait que l'urgence première devait être de le conquérir et, pour ce faire, de faire taire les ambitions individuelles, régionalistes ou confessionnelles. À l'intérieur en revanche, le paysage

est très vite apparu comme beaucoup moins divisé, la solidarité dans la résistance transcendant ces divisions sociales, confessionnelles et politiques que les opposants en exil peinaient à dépasser (Crisis Group, août 2012). Les comités de coordination remarquablement efficaces en matière d'entraide médicale, sociale et financière, ou de diffusion des images de la répression, se sont révélés imperméables aux divisions confessionnelles. L'ASL a progressivement réussi à atteindre, à l'été 2012, un raisonnable niveau d'efficacité qui contraste lui aussi avec une paralysie de l'opposition extérieure que la démission de Basma Kodmani, porte parole du CNS, est venu expliciter.

Dans l'incertitude où se trouve l'observateur, pour affiner la description politique de l'opposition syrienne, le comparatisme retrouve toute sa signification. Les exemples tunisien et égyptien autorisent à penser que, même si les oppositions partisans traditionnelles ont été relativement marginales dans le processus de déclenchement de la contestation, les « blogueurs » et autre « génération Facebook » ne s'y sont aucunement substitués.

Tout au plus, et cela n'est pas négligeable, ont-ils réconcilié une génération largement dépolitisée – ou attirée par l'exutoire des trajectoires extrémistes - avec l'action politique légaliste. Ils ont surtout contribué à mettre efficacement en synergie des foyers d'opposition ancrés dans des appartenances sociales, culturelles, idéologiques ou confessionnelles différentes que, bien évidemment, les autocrates avaient longtemps excellé à opposer entre elles.

Sans grande surprise et contrairement à ce qu'ont écrit tous ceux qui ont annoncé pour la nième fois leur disparition, les formations islamistes modérées ont montré, en Tunisie tout autant qu'en Égypte, leur centralité dans le dispositif oppositionnel. Tout porte à penser qu'il devrait en être de même en Syrie. Le label « islamiste », peu scientifique par son imprécision, se prêtant à de nombreux malentendus, tout porte à penser que - malgré l'inévitable radicalisation que peut nourrir la lutte armée - la référence à l'« islamisme » a plus de chance de rimer en Syrie avec « Erdogan » qu'avec « Taliban ». Mais la Syrie d'après Bachar – avec toutes les spécificités liées à la présence de minorités autres que musulmanes sunnites - ne pourra sans doute pas faire l'économie d'une forte participation de cette composante du paysage politique.

...INTRUMENTALISE AVEC BRIO LES DIVISIONS ETHNIQUES ET CONFESSIONNELLES INTERNES...

Marginal en Tunisie, plus important en Egypte, le potentiel de division de la société sur des lignes ethno-confessionnelles est central dans le paysage protestataire syrien. S'il est dangereux de ne lire la crise que par ce prisme diviseur que le pouvoir cherche à imposer depuis la première heure pour occulter la portée citoyenne et politique de la révolte, il serait tout autant irréaliste de l'ignorer : il éclaire indiscutablement, autant que celles du régime, les motivations de certains des acteurs (Rosen, 2011).

Face à une revendication intérieure essentiellement démocratique et pacifique, exprimant dans un langage laïque des demandes très universellement politiques (« liberté », « dignité », « démocratie »), les autorités syriennes ont furtivement tenté, dans un tout premier temps, de les réduire à des revendications sociales. La réplique ne s'est pas faite attendre : « Le peuple de Dera' n'a pas faim », scandèrent le vendredi suivant les manifestants en réponse aux promesses de hausse des salaires annoncées par Bouthaina Cha'bane, la conseillère du Président. Le pouvoir s'est donc ensuite employé à attribuer à des bandes armées « salafies » et « jihadistes », venues de l'étranger ou soutenues par lui, la violence dont il a très vite fait lui-même usage pour décourager les manifestants. Pointant du doigt des groupes issus de la majorité sunnite, il construisit ainsi l'épouvantail d'une révolte non seulement radicale mais également sectaire. Confronté à une demande qui, pour être démocratique, n'entendait pourtant en aucune manière se laisser dépouiller de sa dimension nationaliste, il s'est par ailleurs extrait très vite de ses oripeaux trop étroits de « gouvernant » contesté pour identifier son action et son existence mêmes à celles de la nation toute entière.

“A CEUX QUI ME DEMANDENT QUELLE EST MA CONFESSION, JE RÉPONDS: JE
SUIS SYRIENNE”



L'usage politique du sectarisme, cette « politique du pauvre », n'est bien évidemment pas nouvelle. En parfait reniement de ses principes laïques et républicains, elle a été largement utilisée en son temps par la puissance mandataire française avec les conséquences sinistres que l'on sait (Degeorge, 2005, Poulleau, 1926, Provence 2005, Zenobie 2012). En contribuant, sur les ruines de l'Empire ottoman défait, à la création d'un Liban maronite, mais également à des États druze ou alaouite (Mervin, 2006, Zenobie, 2012), la France mandataire cherchait alors sans trop de scrupule, à l'instar de la Grande Bretagne, à diviser les populations qu'elle entendait soumettre à ses intérêts bien plus qu'à ses valeurs. Déjà, les nationalistes syriens avaient conscience que, l'union faisant la force, leur révolte se devait impérativement de sortir de cette ornière sectaire. Comme si la démocratie devait être antinomique avec les exigences nationalistes et qu'un parlement librement élu allait s'empresse de vendre les intérêts nationaux au voisin hébreu ou à ses sponsors occidentaux, le régime baasiste s'est auto-proclamé l'unique garant possible de l'unité et de l'intégrité nationales. Il s'est approprié le double monopole de la tolérance interconfessionnelle qui garantit la cohérence de la mosaïque ethnique (kurde et arabe) ou religieuse (musulmans, chrétiens, druzes, ismaéliens) du pays et celui de sa volonté de résistance nationaliste. Hormis sur les réseaux sociaux, les mobilisations initiales se tenaient à l'occasion du seul rassemblement public à ne pas tomber sous le coup de la loi sur l'état d'urgence : celui de la prière (musulmane) du vendredi. Cette tonalité confessionnelle du registre protestataire initial pouvant paraître exclure les chrétiens, c'est dans cette brèche que s'est engouffrée la communication du régime. Par un pernicieux tour de passe-passe, ceux qui ne s'en prenaient

banalement qu'à une dérive autoritaire et clientéliste ou à une corruption qu'ils entendaient leurs voisins égyptiens et tunisiens dénoncer avec succès, furent donc indistinctement taxés d'être des partisans sectaires de la « sédition confessionnelle ». Et, comme avait réussi à le faire la France mandataire et comme rêve sans doute encore de le faire le voisin israélien, ils étaient accusés de vouloir dépecer le pays le long des lignes séparant ses différentes communautés. Cette stratégie de communication prenait, fort cyniquement, le risque d'instiller et de nourrir le virus de la division sectaire dont le pouvoir prétendait précisément protéger le pays. Force est de constater qu'elle n'a pas totalement échoué.

Il faut pour comprendre la relative efficacité de cette stratégie rappeler que la situation de la Syrie sur ce terrain brûlant des divisions ethno-confessionnelles est très spécifique. Une différence essentielle la sépare de pays tels que l'Irak ou le Liban voisins. Dans les sociétés qui sont déjà passées par l'épreuve d'une guerre civile sectaire (par exemple le Liban où la moitié de la communauté chrétienne maronite s'allie électoralement au Hezbollah chiite), la coexistence intercommunautaire est le fruit d'un véritable lien « politique », volontaire et assumé, avec ses avantages comme avec ses risques. En Syrie, le chausse-trappe dans lequel est tombé souvent le regard extérieur est de surestimer l'assise de cette « remarquable coexistence communautaire » que le régime aimait tant inscrire à son crédit et que chaque visiteur était invité à aller célébrer dans « l'entrelacs des minarets et des clochers de la vieille ville ».

En réalité, cet « œcuménisme laïque » promu par le Baath syrien a toujours été bien plus superficiel et fragile qu'il n'y paraissait. Il devait sans doute moins au positionnement laïque du régime qu'à ses piètres performances démocratiques. La posture religieuse de la minorité alaouite au pouvoir est infiniment plus ambivalente. C'est avant tout parce qu'elle avait la conscience aiguë que le Dieu de la majorité démographique n'était pas vraiment « le sien » qu'elle a longtemps veillé scrupuleusement à la laïcité du lexique politique. Mais une fois prise cette précaution de principe - qui lui permettait de condamner à mort une bonne partie de ses opposants sur le seul soupçon d'appartenance aux Frères musulmans - elle ne s'est jamais privée de manier elle-même à son profit le lexique de la confessionnalisation : « Dieu protège la Syrie », proclament ainsi dans « le pays le plus laïque de la région » les affiches qui accueillent le visiteur arrivant de Beyrouth. Et pour contrer le slogan initial de ses contestataires (« Dieu, la Syrie, la liberté et c'est tout »), les communicateurs du régime n'ont pas davantage hésité à lier le destin du Président à la même soumission divine (« Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout »). C'est en fait le ciment autoritariste, bien plus qu'une volonté librement exprimée par chacune des communautés concernées, qui a donc maintenu, par la force et « par le haut », la coexistence interconfessionnelle. Gratte-t-on un tant soit peu le vernis de la cohabitation et ce sont, y inclus et peut-être même tout particulièrement chez les minorités chrétiennes (grecque orthodoxe, grecque catholique, syriaque, arménienne, etc., soit environ 8 % de la population) d'autres discours, sectaires et parfois d'une rare virulence, qui font très vite surface : tel prêtre qui aborde dans la rue le résident étranger tient à évoquer ainsi avec passion cette menace que ferait peser à ses yeux la « loi satanique » que mettrait inévitablement en œuvre un pouvoir sunnite. Les évêques syriens ont tous eu à ce jour une attitude exceptionnellement frileuse vis-à-vis de l'opposition, s'attirant toutefois d'un petit nombre de membres de leurs communautés des virulentes critiques (Nebras Chehayed, 2011). La dynamique citoyenne est de ce fait vidée – fut-ce provisoirement - d'une large partie de sa portée pratique.

À peine les premières manifestations de Deraa avaient-elles eu lieu que fleurit ainsi très à propos une campagne de communication gouvernementale particulièrement pernicieuse. « Si l'on me demande à quelle communauté j'appartiens, je réponds : je suis syrien(ne) », proclamaient en souriant des citoyennes et des citoyens supposés représenter toutes les composantes de la

mosaïque ethnique et confessionnelle. Derrière cette banale affirmation se cachait un inavouable sous-entendu : qui donc pouvait poser une telle question, parfaitement incongrue dans le “politiquement correct” syrien ? Il existait donc, sous-entendaient les communicateurs du régime, des Syriens qui en stigmatisent d’autres sur la base de leur appartenance religieuse ou ethnique ! Les médias officiels avaient, il est vrai, diffusé avec insistance une version des premiers heurts de Lattaquié toute entière construite sur le registre, jamais étayé, d’une agression concertée des sunnites contre leurs voisins alaouites, aidés par des commandos étrangers financés par le Liban et l’Arabie. Depuis lors, d’un bout à l’autre de la Syrie, les manifestants ont eu beau s’époumoner à crier « Shaab Souriya wahid wahid wahid » (« Le peuple de Syrie est un, un, un ») et, à Dera’, les cibles des sbires du régime demander avec exaspération « Mais qu’est-ce que c’est, un salafi? », la rhétorique du régime a continué à tenter de réduire l’horizon de leurs motivations à un inacceptable prurit sectaire sunnite. Une seconde grande campagne de communication a fleuri, en mai, pour mettre en évidence cette logique, où chaque segment de la communauté nationale (« garçons ou filles », « vieux ou jeunes », « petits ou grands », « de gauche ou de droite », « traditionalistes ou modernistes », « nerveux ou calmes », « obstinés ou complaisants », etc.) affirmait (pour mieux se démarquer des hors-la-loi partisans de l’anarchie et de la « fitna »...) son attachement passionné « au droit ».

La stratégie du régime a donc été double. En confessionnalisant et donc en dépolitisant l’agenda de ses contestataires, il s’est employé à transférer sur le terrain sécuritaire et « éthique » (selon un schéma que les militaires putschistes algériens avaient inauguré en janvier 1992) une confrontation qu’il savait perdue sur le terrain politique. Si ses efforts n’ont pas totalement échoués, on l’a dit, c’est également enfin parce que les sunnites représentent la majorité de la population et que ce sont eux qui, statistiquement, ont payé le prix fort de la répression. S’ajoute à cela, l’épisode emblématique du soulèvement de 1982 à Hama, avant lequel était intervenu l’assassinat ciblé de près de quatre-vingt cadets de confession alaouite et qui a légitimement marqué les mémoires (Seurat 2012). Des fonds de discours anti-alaouite subsistent naturellement, sans doute créés opportunément pour certains, colportés plus ou moins explicitement pendant un temps au moins par certains leaders sunnites en exil, tel Cheikh Ar’our, pour d’autres (Pierret 2012). Plus certainement, des logiques de vendetta se sont de toute évidence développées. Elles visent en particulier les membres des services de renseignement militaire (notamment lorsque, comme à Jisr al-Choughour en mai, ils sont pris sur le fait et délogés du haut de l’immeuble d’où ils tiraient sur la foule) et en général les forces de l’ordre, en réponse aux violences premières de la répression. Ces vendettas ont pu indiscutablement se couler ici et là dans le moule des appartenances et des solidarités confessionnelles isolant les quartiers ou les villages sunnite ou alaouite, à Homs notamment, à Houla sans doute, où la population d’un village sunnite inscrit dans un environnement alaouite a été massacrée.

Mais ces lignes de clivage ne peuvent en aucune manière structurer la lecture de la dynamique protestataire en cours. Il serait donc extrêmement réducteur de ne lire la révolte syrienne que par le prisme de ces « bandes armées salafies téléguidées de l’extérieur, notamment par le Liban de l’ex-premier ministre Hariri et son mentor saoudien (calquant, là encore, de façon troublante, la pratique des généraux algériens dans leur « sale guerre » des années 1990) que le régime tente d’imposer pour déguiser sa stratégie répressive. Evidence ultime : le régime redoute comme la peste le regard de tout observateur (local ou étranger) qui serait susceptible de contredire la thèse qu’il assène, depuis les toutes premières semaines de la crise, dans tous les médias qu’il contrôle. À l’image, une nouvelle fois, du soin apporté par les chefs du DRS algérien à l’« éradication » des voix dissidentes et à l’expulsion de tous les correspondants de la presse étrangère à partir de leur putsch de 1992.

D'inévitables exceptions ne permettent pas en tout cas de disqualifier sérieusement la charpente analytique la plus crédible : celle d'un pouvoir manipulateur et mystificateur, enfermé dans un parfait déni de la réalité, enivré par sa capacité à imposer une représentation médiatique surréaliste niant totalement sa propre violence. Un pouvoir qui fait tirer sur les manifestants plutôt que de considérer sérieusement la possibilité de devoir satisfaire des demandes, dont il sait que, pour être dangereusement banales et universelles, elles aboutiraient inéluctablement à mettre un terme à son règne.

ET LES FRACTURES DE LA SCENE INTERNATIONALE

Les conditions de l'internationalisation de la crise syrienne constituent sans doute celle de ses spécificités qui a eu à terme le rôle le plus important. La différence majeure entre la crise syrienne et la crise libyenne par exemple tient à l'ampleur des soutiens étrangers que (contrairement à la Libye, qui ne pouvait plus compter que sur de peu influents voisins africains) Damas a réussi à capitaliser. Secondaire dans les cas tunisien et égyptien, le soutien de la communauté internationale toute entière à l'opposition libyenne (du Conseil de sécurité à la Ligue arabe en passant par l'OTAN) avait été décisif. À l'inverse, le régime syrien reste jusqu'à ce jour protégé par un véritable rempart international qui interdit à ceux qui pourraient y être favorables d'envisager une identique solution militaire.

Les soutiens à Damas prennent paradoxalement appui sur des motivations très diverses, dont certaines ne sont en fait que « réactives ». Les premières réticences du Hezbollah devant la répression (un temps perceptibles dans le quotidien libanais Al-Akhbar, interdit de ce fait en Syrie) se sont tues très vite au profit d'un soutien sans faille qui coûte de plus en plus cher à une formation que sa résistance exceptionnelle à l'assaut aérien puis terrestre de l'État hébreu avait pourtant élevé, en 2006, au rang de mythique figure de proue du nationalisme arabe, toutes confessions confondues. Dans son discours du 6ème anniversaire du déclenchement de la guerre de "Tamuz", le leader du Hezbollah a, pour justifier l'inconditionnalité du soutien apporté à Damas, affirmé que les missiles qui avaient contribué à la « victoire divine » de 2006 n'étaient pas iraniens mais bien syriens et que non seulement le Hezbollah mais tout autant le Hamas avaient bénéficié de ce soutien technologique essentiel. Pour les Israéliens et leurs alliés européens et américains, la portée du soutien du régime syrien et ses alliances régionales (Téhéran et Hezbollah libanais) à la cause palestinienne sont, de fait, plus substantiels et significatifs que ne veulent le reconnaître les opposants. La perspective de l'affaiblissement sinon de l'élimination (car, bien sûr, rien ne leur garantit que les successeurs de Bachar leur seront acquis) du régime baathiste n'est donc à l'évidence pas pour leur déplaire.

Une certaine propagande naïvement sioniste a certes, un temps, tenté d'accréditer dans l'opinion publique occidentale l'idée que des sociétés arabes plus démocratiques fermeraient les yeux sur les méthodes de l'État hébreu et se jetteraient dans ses bras. Les dirigeants de Tel-Aviv, qui connaissaient mieux que quiconque les mécanismes de la pression qu'ils parvenaient à exercer sur des régimes fragilisés par la faiblesse de leur base populaire, n'ont pas cette naïveté. Ils ne semblent pas, en tout état de cause, avoir mis initialement tout leur poids dans la bataille contre le régime de Bachar al-Assad. Comme celle des États-Unis, leur posture n'est toutefois pas monolithique et demeure difficile à décrypter. Leur objectif le plus explicite semble être d'affaiblir les capacités d'intervention extérieure du régime et son système d'alliance régionale plus que de le renverser au profit d'une opposition qu'ils n'ont aucune certitude de pouvoir contrôler. Une considération pourrait conforter les tenants israéliens de la chute d'Assad : Le

Hezbollah ayant fait le choix de soutenir son allié alaouite et, ce faisant, d'assumer la répression qu'il mène contre (notamment) la majorité sunnite du pays, son image s'est sans surprise dégradée très rapidement au sein de l'opposition syrienne. Il est fréquent depuis le début de la crise d'entendre des victimes de la répression affirmer – sans d'ailleurs que leurs propos puissent être vérifiés – que des éléments armés du Hezbollah pour certains (« On les reconnaît parfaitement à leur accent libanais », insistent les habitants de Hama), des conseillers iraniens pour d'autres, participent à la défense répressive du régime. Si l'on ajoute à cela la part de la variable sectaire (qu'il ne faut pas surdéterminer, mais pas non plus ignorer), la rue majoritairement « sunnite » aurait logiquement une moindre propension que les élites alaouites (qui doivent de surcroît une partie de leur légitimité religieuse au soutien que leur ont apporté les oulémas chiites iraniens et sud-libanais à partir de 1973) à soutenir le Hezbollah chiite. En ce sens et dans ces limites étroites (car le lien entre Damas et le Hamas serait, dans cette logique, renforcé par une telle transition), Israël pourrait souhaiter voir accéder une majorité sunnite à Damas.

Sur la scène régionale et internationale, cette ambivalence du soutien occidental aux opposants de Bachar nourrit très logiquement les réserves d'une partie des alliés potentiels de son opposition. L'unanimité actuelle des États-Unis, de l'Europe et de leurs alliés arabes contre cet « autoritarisme syrien » – découvert et devenu aussi soudainement intolérable qu'il était, depuis 2008, compatible avec leurs stratégies régionales – tranche effectivement avec le quasi-silence qu'elles observent vis-à-vis des pratiques répressives de Riyad ou de Manama. De là viennent également les états d'âme, compréhensibles, d'une partie des sympathisants de la cause palestinienne, qui manquent d'enthousiasme à mêler leur voix à celles de ces subits « défenseurs du peuple syrien » surgis curieusement, en quelques semaines, des rangs parisiens des plus inconditionnels supporters de l'État hébreu.

L'inconfort de toute une génération de militants, arabes ou européens, sollicités de cautionner depuis peu des « libérations » qui s'opèrent avec le soutien des diplomaties européennes voire au forceps des bombes de l'OTAN, est bien réel. Les diplomaties des nations dominantes défendent à l'évidence, depuis longtemps, des intérêts trivialement mercantiles plus spontanément que les principes éthiques (christianisation puis civilisation d'abord, progrès ensuite, démocratie et droits de l'homme aujourd'hui) derrière lesquels elles ont toujours pris soin de les masquer. Il n'en demeure pas moins que, pendant plusieurs décennies, la France, pour ne citer qu'elle, a fait, au service de cette stratégie, le choix de soutenir des régimes qui étaient devenus aussi répressifs qu'ils étaient illégitimes.

Le double électrochoc subi en Tunisie d'abord, en Égypte ensuite, a induit un profond bouleversement de la stratégie française. La défense de ses intérêts commerciaux et politiques, aussi cynique et utilitariste qu'elle puisse être, passe désormais par le soutien à l'instauration de régimes moins autocratiques que leurs prédécesseurs. Longtemps en tension avec les peuples du monde arabe dont elle soutenait les dictateurs les plus discrédités, la diplomatie de Paris est depuis peu en guerre cette fois contre des régimes, ou certains d'entre eux, qui ne sont pas encore passés à la grande lessive printanière. Celui de Tripoli était de ceux-là et désormais, celui de Damas a pris sa relève. S'opère dès lors cette convergence troublante entre de véritables dynamiques populaires de libération et le soutien de grandes puissances aux arrière-pensées commerciales et (dans le cas israélien) géopolitiques évidentes.

Pour la Russie et pour la Chine, les motivations vont de la peur de voir d'identiques rébellions recevoir chez eux un quelconque soutien international jusqu'à une vieille et banale volonté d'affirmation à l'encontre des États-Unis. Le Brésil semble prosaïquement suivre les orientations

de son importante communauté syrienne, majoritairement chrétienne.

Dès lors, l'appui accordé à l'opposition par la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Europe et les États-Unis est loin d'avoir le poids de celui qui a rendu politiquement possible l'intervention de l'OTAN. L'Arabie Saoudite et le Qatar jouent une partition d'opposant au régime de Damas qui a la clarté d'être dans la continuité d'une politique fondée, au moins en partie, sur l'objectif d'affaiblissement du camp iranien dans la région.

Rien n'était prévisible dans la fermeté d'Ankara et son désaveu clair des méthodes répressives de Damas. Depuis le traité de coopération turco-syrien signé le 9 octobre 2009, les relations bilatérales étaient au beau fixe. Les circulations humaines et commerciales s'étaient élevées en flèche, pour le plus grand bénéfice économique et politique des deux pays. Une certaine empathie à l'égard de la revendication de la majorité sunnite fait peut-être partie de l'alchimie de la stratégie turque. Mais les élites au pouvoir à Ankara ont elles-mêmes mené un long combat contre un régime militaire répressif et manipulateur. Il n'est donc pas invraisemblable qu'elles aient aujourd'hui la sagesse ou simplement le réalisme de ne pas vouloir construire l'avenir régional sur le soutien à un clan politique dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est, à plus ou moins court terme, condamné.

Sans nier leur rôle, il me paraît important de ne pas surdéterminer le poids géostratégique des grandes puissances ou des puissances régionales. Si la révolution syrienne devait un jour aboutir, ce qui semble très vraisemblable, à la chute du régime baathiste, ce serait avant tout parce qu'une majorité de citoyennes et de citoyens syriens en ont décidé ainsi. Cette perception réaliste est parfois affectée par la logique pernicieuse de la solidarité automatique à l'égard du dominé du conflit israélo-palestinien. La réalité de la participation de l'OTAN à la chute de Kadhafi ou celle des évidentes béquilles franco-britanniques qui ont longtemps porté l'actuel CNS ne saurait être niée; mais elles ne devrait pas pour autant être surestimée. Le raidissement sensible de la politique égyptienne vis-à-vis de l'État hébreu dans les premières semaines de la chute de Moubarak a confirmé, sans trop de surprise, qu'une population qui se libère de la tutelle d'un dictateur n'a pas nécessairement vocation à se laisser imposer de l'extérieur une ligne politique qu'elle s'est employée à libérer de toute contrainte interne. Il est vraisemblablement inopportun de surestimer la capacité d'influence, ou de nuisance, demain, en Libye, d'acteurs étrangers tels que BHL et ses sponsors, ou celle des occidentaux en général. Il est peu vraisemblable que cette influence occidentale puisse continuer à avoir le caractère décisif et léonin qu'elle a pu avoir au XX^e siècle ou dans la première décennie du XXI^e. Enfin, rien ne permet de sous-estimer la maturité des forces politiques qui, toutes tendances confondues, sont en train d'émerger de ces dynamiques arabes de dépassement de l'autoritarisme.

Cela étant dit, le risque d'une recomposition sectaire du Proche-Orient qui cristalliserait le fameux « croissant chiite » - mis en scène et cultivé par les officines américaines et israéliennes au moins aussi sûrement que par les imams du vendredi – existe bien ; mais ce retour en arrière ne me paraît pas du tout inéluctable. Il devrait se faire au détriment d'alliances intuitives, trans-confessionnelles (la défense d'intérêts collectifs dans le conflit israélo-arabe, le rejet de la présence militaire américaine ou occidentale) qui me semblent plus solidement ancrées encore que les appartenances primordiales dans toutes les mailles du tissu politique régional, toutes confessions ou tendances confondues.

...FREINANT LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE RECONNUE NATIONALEMENT ET INTERNATIONALEMENT

S'agissant de l'évolution d'une situation qui dépend, en partie au moins, de variables internationales autant qu'internes, il reste particulièrement hasardeux de parler au futur. Après avoir pris cette indispensable précaution, il est permis de constater que les 20 premiers mois de l'évolution de la crise ont tracé quelques lignes de force dont il est vraisemblable qu'elles vont demeurer structurantes dans les mois à venir. Il est tout d'abord devenu impensable d'imaginer à court terme une sortie "démilitarisée" et pacifique de la crise. L'hypothèse d'un processus réformiste suffisamment sérieux pour générer une baisse significative du niveau de la violence a manifestement perdu de longue date toute crédibilité. Pour être efficace, l'ouverture politique aurait en effet dû être, à l'inverse de toutes celles qui ont été proposées jusqu'à ce jour, autre que purement cosmétique. Elle aurait impliqué que l'équipe au pouvoir accepte de se dessaisir au profit de ses challengers des ressources militaires et financières substantielles dont elle dispose encore. La détermination et les performances croissantes de l'opposition armée rendent très peu crédible l'idée que le régime puisse une nouvelle fois passer seulement en force et, comme après la répression du soulèvement de la ville de Hama, en 1982, gagner par la seule répression une nouvelle décennie de paix civile. À défaut de les quantifier, on peut recenser les principales dynamiques en cours qui vont contribuer à modeler l'évolution de la crise. En septembre 2012, à l'intérieur, même si les protestations pacifiques continuent à rythmer le quotidien de la révolte, c'est la dynamique de la résistance et, parfois, de la contre-offensive militaire qui a pris le pas et fait plus que toute autre bouger les lignes du rapport de force. Le second point d'appui de la lecture est que le rythme des progrès de l'opposition interne – en terme de coordination et d'efficacité offensive - contraste encore fortement avec la lenteur du processus de sa construction politique externe (Crisis Group 2012). Un an après sa création, le CNS (lancé le 1er octobre 2011 à Istanbul) n'a pas encore réussi ni à surmonter ses divisions internes ni surtout à interagir avec l'intérieur de façon suffisamment efficace pour s'imposer comme une instance crédible de coordination, et donc de représentation des acteurs de la lutte armée conduite sur le terrain. Cet échec relatif résulte d'abord de la difficulté à construire un consensus politique entre de multiples formations aux agendas régionalistes (Kurdes), confessionnels ou politiques contradictoires. Ces groupes sont longtemps apparus, depuis leur création en mars 2011, comme plus soucieux de se partager un pouvoir qui restait à conquérir que de donner aux opposants présents à l'intérieur les moyens politiques ou militaires d'y parvenir. Ce défaut de structuration de l'opposition se traduit et s'explique à la fois par l'absence en son sein de personnalités charismatiques d'ampleur nationale. La légitimité intérieure du CNS souffre enfin, pour partie, du soutien trop ostentatoire d'acteurs occidentaux particulièrement illégitimes dans la région.

Last but not least, la variable externe – i.e. l'appui que continue à recueillir le régime - demeure l'une des clefs de lecture de l'avenir à court terme. Outre l'indéfectible soutien de l'Iran, la volonté exacerbée de la Russie, avec le soutien du géant chinois, de continuer à affirmer leur « différence syrienne » à la face d'une diplomatie occidentale longtemps privée - élections présidentielles obligent - de son leadership américain, freinent le lent basculement du rapport de force en faveur de l'opposition.

C'est pourtant cette issue – sans doute encore longue et douloureuse à venir – d'une défaite armée de l'État baathiste qui constitue aujourd'hui l'hypothèse la plus crédible de sortie de crise.

François Burgat

Damas - Beyrouth septembre 2012

* Une première version de ce texte, depuis lors largement remaniée et mise à jour, est parue sous la forme d'un entretien ("L'impasse syrienne", signé du nom de plume Jean-Marie Cléry) posté sur les sites Algeria.net puis Oumma.

Bibliographie

François Burgat et Romain Caillet, « Le groupe Jabhat an-Nusra : la fabrique syrienne du "jihadisme" », Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient (Hypotheses.org), 8 juin 2012. [En ligne] <http://ifpo.hypotheses.org/3540>

Crisis Group Syria's mutating conflict Crisis Group August 2012
<http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/egypt-syria-lebanon/syria/128-syrias-mutating-conflict.aspx>

Degeorge Gérard : *Damas, perle et Reine d'Orient*, Flammarion, 2005, 320 pages

« Pour l'ensemble du Proche Orient et pour la vieille Syrie en particulier, l'ingérence franco-américano-britannique fut une véritable catastrophe. (...) Sur les décombres de l'ancienne Syrie, 4 Etats furent créés : le Liban, afin de donner satisfaction à une minorité maronite francophile ; l'émirat de Transjordanie où les Anglais placèrent sur le trône, en 1920, le propre frère de Faysal, l'émir Abdallah ; la Palestine, ouverte à l'émigration juive et dont l'ONU elle-même, entérinant la transformation du « foyer national » en véritable « Etat » s'appropriait à favoriser la partition ; enfin un dernier Etat qui conserva seul l'ancien nom de « Syrie ». Damas se trouva ainsi coupée de sa relation millénaire avec les villes saintes de l'Arabie et ses ports naturels, « libanais » et « palestiniens », séparée de la Galilée et de la riche plaine céréalière de la Bekaa. En outre, la proclamation le 14 mai 1948 à seize heures, sous le nom biblique d'Israel, de l'Etat juif de Palestine, installait à sa porte, sur une portion de Syrie méridionale qui n'avait jamais été jusqu'alors que sous sa dépendance, ce qui allait devenir pour l'ensemble du Proche Orient un ennemi belliciste et expansionniste, dont l'existence allait entraîner la région dans une multitude de crises et de sanglants conflits », pp. 285-286.

Donati Caroline : *L'exception syrienne : entre modernisation et résistance*, La Découverte, 2009
Al-Khaleifi Mustapha, *La Coquille*, Actes Sud, 2007, 272 p.

Gresh Alain : "Il nous reçoit sur le pas de la porte, à l'entrée d'une maison d'un étage située sur les hauteurs de Damas. Aucun protocole, aucune mesure de sécurité ; nous ne sommes pas fouillés ni nos appareils d'enregistrement contrôlés. (...) Pendant près de deux heures, il aborde tous les sujets, n'évite aucune question. Il prend un plaisir évident à la discussion et utilise ses mains pour appuyer ses arguments". http://www.facebook.com/l/UAQHhTVdgAQGJnHApTJh8RJ9TqsnBjB1JJkDLngQZ_Zidg/blog.mondediplo.net/2008-07-09-Rencontre-avec-Bachar-Al-Assad

Leverrier Ignace : *Un oeil sur la Syrie* <http://syrie.blog.lemonde.fr/>

Mervin Sabrina : « L'entité alaouite, une création française » in Luizard Pierre Jean, *Le choc colonial et l'islam*, La Découverte 2006.

Paoli, Bruno La **diffusion de la doctrine** nusayrie au IV/X siècle d'après le Kitāb Khayr al-Sanī'a du cheikh Husayn Mayhūb Harfūš. Arabica

Picard Elisabeth, *Politique Etrangère* 2005/4 Hiver, “La coalition autoritaire fait de la résistance” (http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=PE&ID_NUMPUBLIE=PE_054&ID_ARTICLE=PE_054_0755#retournoteno17)

Thomas Pierret : « L’Islam en Syrie » *Maghreb Machreq* N° 198, Hiver 2008-2009, 142 pages.

Thomas Pierret : *Le Baath et l’Islam* PUF 2011, Blog : <http://blogs.mediapart.fr/blog/thomas-pierret> et <http://mediabenews.wordpress.com/2012/01/10/syrie-la-mouvance-islamique-figure-de-proue-des-revolutionnaires/>

Poulleau Alice A *Damas sous les bombes. Journal d’une française pendant la révolte syrienne*, 1924-1926, Ed Bretteville Frères, 1926 Réédition L’Harmattan Paris 2012 (Préface François Bargout).

Provence Michael *The Great Syrian Revolt and the rise of Arab nationalism* University of Texas Press, Austin, 2005.

Rosen, Nir : “Inside Syria” : <http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/insidesyria/>

Roussel Cyril : *Les Druzes de Syrie : territoire et mobilité*, Institut français du Proche Orient, Beyrouth 2011, <http://ifpo.revues.org/1860>

Seurat Michel : *Syrie, l’Etat de barbarie*, 2012 Paris, PUF (Proche Orient)

Zenobie : “L’Etat alaouite, une remontée de l’histoire ?” <http://syrie.blog.lemonde.fr/2012/07/27/letat-alaouite-en-syrie-une-remontee-de-lhistoire/>

Zenobie : “Une armée de barbouzes”, *Le Monde Diplomatique*, 2011

Zenobie : “Syrie : un officier supérieur parle”, *Le Monde diplomatique* <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-09-07-Syrie-un-officier-superieur-parle>

Zisser Eyal : *The ‘Alawis, Lords of Syria : From ethnic minority to Ruling Sect in Minorities and the State in the Arab World* Ofra Bengio and Gabriel Ben Dor (eds) Lienne Rienner, London, 1999